



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Cdt
Jean-François Hery-Goisnard
Groupe D6

Fiche de géopolitique

OBJET: sujet n° 1 / En vue de préparer une visite de votre Chef d'état-major, il vous est demandé de faire un bilan géopolitique intérieur et périphérique de la Russie.

La Russie reste un acteur indispensable alors que l'Europe s'étend aujourd'hui à ses frontières. Une étude de sa situation intérieure et de sa politique dans la périphérie permet d'apprécier l'ambiguïté du pays.

1 Bilan géopolitique intérieur

L'espace physique immense et les contraintes climatiques exceptionnelles forment en effet le socle structurel sur lequel s'appuient l'histoire et l'identité du pays. Ils ont toujours été à la fois des éléments de puissance et des facteurs de faiblesse. Eléments de puissance, d'abord, lorsque les stratèges russes, jouant à la fois des distances et du froid immenses, feront plier à 150 ans d'intervalle, les deux armées les plus puissantes du moment : celle de Napoléon et celle d'Hitler. Facteurs de faiblesse, ensuite, car les distances éloignent les hommes les uns des autres et des zones de pouvoir, nuisent à l'efficacité des sphères décisionnelles, tandis que le climat compartimente le territoire tout en gênant sa mise en valeur. Pour des communautés largement isolées, l'éloignement et la rigueur de l'existence l'emportent sur toute considération d'appartenance à une Nation. La situation linguistique donne une bonne idée du morcellement des nationalités : en fonction des sources, on estime que 80 à 100 langues sont parlées en Russie.

Une importante chute de la natalité a des conséquences directes sur les capacités de renouvellement de la masse salariale et des forces armées qui drainent une part importante des classes d'âge à travers la conscription. C'est donc la capacité même de la Russie à occuper sa place à l'avenir qui est remise en cause. Face à une Chine dont on estime qu'elle aura 350 millions d'habitants de plus en 2040, la récession démographique russe ne peut qu'inquiéter à juste titre.

Lorsque Vladimir Poutine accède au pouvoir, la situation est particulièrement préoccupante. Il assure d'emblée vouloir le renforcement de l'Etat et va engager des réformes politiques et économiques. Deux ans après le début des réformes, seuls les forces de sécurité et le Président lui-même n'ont pas subi d'attrition dans leurs pouvoirs. **Tous les autres acteurs politiques ou les institutions se sont affaiblis**

Les indicateurs macroéconomiques sont bons, avec un taux de croissance de 6,7 % pour 2004 selon le FMI mais l'embellie semble relativement fragile : la baisse du chômage à 8,9 % ne traduit pas la précarité extrême de ces multitudes de « petits boulots » que les Russes doivent exercer de façon cumulée pour pouvoir vivre. Les exportations, en augmentation, concernent principalement les produits bruts, véritable fond de commerce. **La Russie cherche à s'imposer comme véritable alternative au cartel de l'OPEP.** Mais l'agence internationale de l'énergie estime que les secteurs du gaz, du pétrole et du charbon nécessiteront 748 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2030. Or le Kremlin semble plus préoccupé par la reprise en main du secteur énergétique que par la nécessité d'attirer les investisseurs comme le montre l'affaire Ioukos. Le volume des importations de produits manufacturés, même ceux de première nécessité, ne cesse d'augmenter, ce qui démontre que l'outil industriel russe fonctionne mal ou traduit son obsolescence.

Le corps social se fracturant, le crime organisé est particulièrement présent et l'économie souterraine est toute puissante. L'insécurité et les réseaux mafieux, dont on estime qu'ils sont nés des réseaux de type Brejneviens, infestent tous les domaines de la vie économique et politique. La fuite des capitaux, dans un but d'évasion fiscale ou de blanchiment, reste très importante. Le Conseil de l'Europe restait, dans un rapport récent, très critique sur la situation criminalisée qu'il constatait en Russie.

A la frontière entre l'histoire industrielle du pays et l'inconscience criminelle d'une politique de développement effrénée, il faut aussi mentionner **la situation écologique souvent préoccupante, parfois dramatique.** Les décharges nucléaires de Mourmansk ont été largement médiatisées, mais elles ne sont pas les seules. Sauf à recourir à des financements occidentaux, il n'est pas possible de disposer des importants crédits que la situation imposerait pourtant et la situation reste préoccupante lorsqu'on sait qu'Evgueni Adamov a obtenu que l'interdiction d'importer des déchets nucléaires étrangers pour les stocker et les enfouir soit levée. La transaction possible affichée par le pouvoir russe est « Vingt mille tonnes de déchets nucléaires étrangers en échange de 20 milliards de dollars ».

La protection sociale autrefois fleuron du communisme triomphant est le parent pauvre d'un système encore en proie à des difficultés gigantesques comme l'illustrent les récentes manifestations en vue de percevoir une retraite.

Essentielles dans un pays à forte tradition militaire comme la Russie, l'armée et les structures militaires ont subi depuis l'effondrement du régime communiste, une véritable descente aux enfers. Auparavant objet de toutes les attentions, bénéficiant de toutes les priorités, **les armées ne recevant plus de subsides du centre, se sont parfois « régionalisées ».** **L'affaiblissement des structures de soutien, l'effondrement des commandes d'Etat, ont provoqué une chute considérable des disponibilités opérationnelles.** Selon les estimations, 90 à 95 pour cent du parc des aéronaves de combat est cloué au sol pour manque de pièces et les images des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) en état de vétusté avancée ont été largement médiatisées, en particulier à l'occasion du drame du Koursk. Le système de la conscription est encore en vigueur en Russie et que les armées doivent faire avec ce qu'elles récupèrent dans la société. Le taux d'insoumission est en augmentation constante alors que les brimades, les sévices et les délits sont le lot quotidien d'une armée en pleine décrépitude. Au plan opérationnel, il ne faut cependant pas se tromper : la Russie conserve aujourd'hui encore d'importantes capacités, notamment dans le domaine nucléaire stratégique. **Il faut aussi souligner, une fois encore, la place prépondérante prise par les forces de sécurité intérieures, sous l'impulsion de Vladimir Poutine qui est un « pur-produit » de l'ex-KGB.**

Bilan géopolitique périphérique :

Les relations entre l'Union européenne et la Russie apparaissent, à l'image de la construction européenne, fondée d'abord sur le développement économique puis, pas à pas, en fonction des opportunités sur un dialogue politique. Les choix stratégiques d'approvisionnement énergétique de l'Union orientent très largement le partenariat. Le

développement des relations commerciales reste, quant à elles, subordonné aux réformes russes motivées. Celles-ci s'inscrivent directement au cœur de la transition de la Russie vers l'économie de marché. Le dialogue politique est pour sa part balbutiant. L'actualité internationale récente, qu'il s'agisse de l'élargissement de l'UE, de la lutte anti-terroriste et de la crise irakienne, illustre à la fois les possibilités et les difficultés de cette coopération. **La relation sécuritaire en est encore à ses balbutiements.** Cependant, depuis la crise du Kosovo elle s'est accélérée et son importance a été soulignée au sommet d'octobre 2000. Fondée sur les missions de Petersberg et sur une capacité opérationnelle limitée, plutôt que sur une défense collective, la militarisation de l'UE n'a pas été considérée par Moscou comme une menace. La Russie a reconnu tardivement les défis que pose l'élargissement de l'UE, cristallisés par l'exemple de Kaliningrad : il s'agit de fait d'un facteur d'isolement économique, géographique et démographique. A terme, l'espace européen qui est régi par les comportements et normes de l'UE aura un effet pour les intérêts russes en Europe.

Mais, la problématique de l'élargissement ne s'arrête pas à Kaliningrad, elle pose la question plus générale de l'espace Schengen et de la surveillance de la longue frontière commune. **Les relations UE-Russie impliquent de fait la PESC et la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) de l'Union. A travers ces relations, les Russes espèrent retrouver leur place sur la scène internationale, tandis que les Européens s'attachent à la Russie pour ne pas se retrouver face à la situation antérieure à 1991. Dans ce jeu relationnel les Américains jouent les trublions.**

Aucun problème n'a affecté aussi durablement les relations russo-occidentales de l'après guerre froide que la décision de l'OTAN d'admettre dans ses rangs la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque. L'empressement des Etats-Unis à accepter les demandes d'adhésion des pays d'Europe centrale a conduit à l'échec de la première tentative d'intégrer la Russie dans les structures sécuritaires occidentales. Moscou n'a pu empêcher la réorientation radicale des politiques sécuritaires des anciens satellites soviétiques. Elle est sortie blessée et humiliée de cette longue lutte diplomatique et de cette campagne de propagande prolongée. **L'élargissement probable de l'OTAN aux pays baltes survient juste après que Moscou ait été contrainte d'avalier une autre pilule amère, à savoir la réalité de déploiements permanents de forces militaires européennes et américaines - parfois qualifiés, à tort, de déploiements de l'OTAN - en Asie centrale anciennement soviétique.** Mais à la lumière d'un nouveau partenariat post - 11 septembre, les chefs d'Etat et de gouvernement des dix-neuf pays membres de l'OTAN et de la Russie ont adopté le 28 mai 2002 la déclaration conjointe créant le nouveau Conseil OTAN-Russie. Face à son opinion publique largement opposée à l'élargissement de l'OTAN à l'Est, surtout à l'Ukraine, Vladimir Poutine se devait d'obtenir une nouvelle formule des relations russo-atlantiques et donner l'impression qu'il aurait dorénavant un certain droit de regard sur ce qui se passait à l'OTAN, ce que les Occidentaux ont bien compris. Ceux-ci se réservent cependant le droit de discuter entre eux des questions concernant leur sécurité, en cas de désaccord avec Moscou. La Russie n'interviendra pas dans les affaires internes de l'OTAN, tout comme l'Alliance dans les affaires qui concernent uniquement Moscou laissant ainsi libre cours au traitement de la question tchétchène.

Les politiciens et diplomates russes considèrent toujours leur politique asiatique comme le moyen de renforcer leurs liens avec Beijing et New Delhi (les deux clients les plus importants en moyens militaires). Si un accord de paix était signé entre les deux pays cela améliorerait les relations, et pourrait conduire à la signature de nouveaux accords commerciaux. Mais un des principaux obstacles reste l'opposition nationaliste interne russe. La Douma a indiqué en mars 2002 que les concessions territoriales par la Russie sont inacceptables. Parallèlement à cette ouverture vers le Japon, la Russie s'est réorientée vers son grand voisin démographique qu'est la Chine. **Le partenariat avec la Chine est défini depuis 1996 comme « stratégique ».** Ce processus commença en 1992 par la visite de Boris Eltsine à Pékin et se prolongea jusqu'à la signature, le 16 juillet 2001, d'un traité de bon voisinage. Celui-ci visait notamment à augmenter la coopération militaire, à produire un effort commun en vue d'établir un équilibre stratégique (multipolarité) et une augmentation de la coopération dans divers domaines (Commerce, science, technologie, énergie, transport, finance, aérospatial). Il constitue indéniablement un succès de la diplomatie russe. Les deux pays s'engagent à ne pas former de blocs antagonistes, et à

coopérer pour lutter contre le terrorisme, le séparatisme, l'extrémisme, le crime organisé, le trafic de drogue et l'immigration clandestine. **Ces deux pays partagent des convergences sur le rôle que doit jouer l'Organisation des Nations Unies** (pour faire un pendant à l'unilatéralisme américain, sur l'élargissement vers l'Est de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (qui est perçue comme un expansionnisme américain), sur l'hostilité au projet américain de défense anti-missile (bien que la Chine y soit encore plus fermement opposée que la Russie car plus vulnérable, du fait de ses ogives peu nombreuses). Cependant, il faut noter que ces deux pays ont des divergences de vue concernant les relations avec les Etats-Unis. Moscou préfère la coopération et s'en accommode sur certains sujets, Pékin bien qu'ayant souvent opté pour un profil bas et misé sur le développement économique, est en opposition sur certains sujets difficiles (comme l'indépendance et la protection de Taiwan par exemple). Enfin, Moscou souhaite revenir dans l'Asie du sud-est en équilibrant la puissance des différents Etats et en s'appuyant sur l'Inde et le Japon, alors que Pékin ne veut absolument pas voir de nouveau pôle.

Conclusion :

La politique intérieure montre la volonté de Poutine à renforcer encore le pouvoir central tout en combattant les entreprises terroristes et mafieuses. L'économie est axée sur les ressources énergétiques et l'écologie est négligée.

La politique extérieure s'équilibre entre un partenariat européen et une relation renforcée avec l'OTAN. La Russie n'oublie pas de se repositionner en Asie. Tout concourt à rétablir une place prépondérante dans l'échiquier géopolitique

Pièce(s) jointe(s)
à la
Fiche de géopolitique

du grade nom prénom